



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Région Occitanie - UID AUDE/PO**

**ARRETE PREFECTORAL N°-DREAL-UID11-2022-050
DE CHANGEMENT D'EXPLOITANT DE LA CARRIÈRE DE CARLIPA
SITUÉE AU LIEU-DIT «LA ROUZILLAIRE» SUR LA COMMUNE DE CARLIPA**

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement et notamment le livre V, Titre 1 er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 17 février portant nomination de Monsieur Thierry Bonnier en qualité de préfet de l'Aude ;

Vu le décret du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;

Vu le Code Minier ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

52 rue Jean Bringer - CS 20001 - 11836 CARCASSONNE CEDEX 9

Horaires d'ouverture : du lundi au jeudi : 8h30/12h – 13h30/16h et le vendredi de 8h30/12h – 13h30/15h

Téléphone : 04.68.10.27.00 - Télécopie : 04.68.72.32.98

Site Internet des services de l'Etat dans l'Aude : <http://www.aude.gouv.fr/> - Facebook : <http://www.facebook.com/prefecture.aude>

31903
Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005-11-3772 en date du 10 novembre 2005, autorisant M. Jean-Louis PERO à exploiter pour une durée de 20 ans, une carrière à ciel ouvert de pierres ornementales située au lieu-dit « La Rouzillaire » sur le territoire de la commune de CARLIPA ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-334-0011 du 18 décembre 2012 autorisant le transfert au profit de M. Michel MARTY, de l'autorisation d'exploiter ladite carrière.

VU la demande en date du 1^{er} décembre 2021, complétée le 15 juillet 2022, par laquelle, Monsieur Remi BAISSET, agissant en qualité de Président de la SAS CARRIÈRE DE PIERRES DE CARLIPA dont le siège social est situé, au lieu-dit « La Rouzillaire », 11 170 CARLIPA sollicite le transfert au profit de cette société, de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations de l'environnement en date du 9 août 2022 ;

Considérant que, tout changement d'exploitant d'une carrière est soumis à autorisation préfectorale ;

Considérant que, la demande de changement d'exploitant sollicitée par la SAS CARRIÈRE DE PIERRES DE CARLIPA contient les éléments d'appréciation nécessaires permettant de répondre aux exigences de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que, la SAS CARRIÈRE DE PIERRES DE CARLIPA justifie dans le dossier de demande susvisé, de la maîtrise foncière de l'intégralité du parcellaire autorisé en exploitation de carrière ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - TRANSFERT DE L'AUTORISATION

La SAS CARRIÈRE DE PIERRES DE CARLIPA dont le siège social est implanté au lieu-dit « La Rouzillaire » 11170 CARLIPA est autorisé à se substituer à M.MARTY Michel pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de calcaire située lieu-dit « La Rouzillaire » 11170 CARLIPA autorisée par l'arrêté préfectoral susvisé n° 2005-11-3772 du 10 novembre 2005.

ARTICLE 2 - GARANTIES FINANCIERES

L'article 1.8.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2005-11-3772 du 10 novembre 2005 est remplacé par les dispositions suivantes :

1.8.2.2 Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais sont les plus élevés au cours de la période considérée.

Le montant minimum des garanties financières est ainsi fixé de la façon suivante :

- Quatrième période (2022-2025) = 4316 euros

L'indice TP01 utilisé au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières : TP01 pris comme référence mars 2022 124.7.

L'indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral : TP01 mai 2009 : 616.5.

ARTICLE 3 - DROITS ET OBLIGATIONS DU NOUVEL EXPLOITANT

La SAS CARRIERE DE PIERRES DE CARILIPA bénéficie de l'intégralité des droits et des obligations attachés à l'autorisation d'exploiter, tels qu'ils sont définis par l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, dont un exemplaire est joint au présent arrêté.

ARTICLE 4 - AFFICHAGE ET PUBLICITE

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'Environnement, en vue de l'information des tiers :

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aude, pendant une durée minimale de 4 mois.

ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Les décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour ou la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.183-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 6 - EXÉCUTION ET NOTIFICATION

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en charge de l'inspection des installations classées, le Maire de CARLIPA, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et une copie est notifiée au Maire de CARLIPA et à la SAS CARRIERE DE PIERRES DE CARLIPA dont le siège social est situé au lieu-dit « La Rouzillaire » 11170 CARLIPA.

Carcassonne, le 11 août 2022

Pour le préfet et par délégation

La secrétaire générale de la préfecture

Lucie ROESCH